



**INDRE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°37-2024-06057

PUBLIÉ LE 24 JUIN 2024

# Sommaire

**Préfecture d'Indre et Loire /**

37-2024-06-24-00001 - 2024 06- APPP 24-12 Azay-le-Rideau (4 pages)

Page 3

Préfecture d'Indre et Loire

37-2024-06-24-00001

2024 06- APPP 24-12 Azay-le-Rideau

**ARRÊTE n° SAIPP/BE/24-12**  
**portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour la réalisation**  
**dans le cadre du projet de démolition de l'ancienne station-service RD751**  
**sur le territoire de la commune d'Azay-le-Rideau**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code pénal, notamment les articles 322-1, 322-2, 433-11 et R. 635-1 ;

**Vu** le Code de justice administrative ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment son article L. 411-1 A ;

**Vu** la loi du 29 décembre 1892 modifiée, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

**Vu** la loi du 6 juillet 1943, modifiée par la loi n°57-391 du 28 mars 1957, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

**Vu** la demande de la commune d'Azay-le-Rideau du 10 juin 2024 en vue d'obtenir l'autorisation de pénétrer sur des propriétés privées de la commune afin de réaliser des diagnostics environnement et démolition sur le site de l'ancienne station-service RD751;

**Considérant** que la commune d'Azay-le-Rideau s'engage dans un plan d'action visant à la dépollution du site, à la démolition des bâtiments existants afin de sécuriser les lieux et à la renaturation du site ;

**Considérant** que les études et sondages réalisés dans le cadre des diagnostics environnement et démolitions s'inscrivent dans cette démarche ;

**Considérant** que les sociétés ANTEA et ASTARUSCLE, ont été missionnées par la commune d'Azay-le-Rideau pour réaliser les diagnostics environnement et démolition sur le site de l'ancienne station-service RD751;

**Considérant** la nécessité de faciliter les études sur le terrain en vue de la réalisation de l'opération susvisée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1er : autorisation de pénétrer et périmètre concerné**

Les agents de la commune d'Azay-le-Rideau et les personnels des sociétés ANTEA et ASTARUSCLE, mandatées par la commune, chargés de l'exécution des travaux d'études, sont autorisés, dans les conditions énoncées au présent arrêté, à pénétrer dans les propriétés privées situées dans le périmètre des parcelles AN26 et AN27 de la commune d'Azay-le-Rideau (Lieu-dit Le Moussou) afin de réaliser les études nécessaires au projet de démolition de l'ancienne station-service RD751.

Ces interventions porteront sur des diagnostics environnement (repérages, étude de sol, actions de remédiation si besoin...) et démolition (estimations démolition et enlèvements, conseils et préconisations...) dans le périmètre des parcelles susvisées, telles que représentées sur la cartographie en annexe.

15, rue Bernard Palissy  
37925 Tours Cedex 9  
Tél. : 02 47 64 37 37  
Mél : [prefecture@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:prefecture@indre-et-loire.gouv.fr)  
[www.indre-et-loire.gouv.fr](http://www.indre-et-loire.gouv.fr)

L'introduction des bénéficiaires de cet arrêté dans les propriétés closes autres que maison d'habitation ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement de formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892, soit cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par la commune d'Azay-le-Rideau.

À défaut de gardien connu demeurant dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite en la mairie ; ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, lesdits agents ou particuliers peuvent entrer avec l'assistance du juge du tribunal judiciaire.

Les agents pourront planter des mâts, piquets, bornes et repères, élaguer des arbres et des haies. Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornements ou de hautes futaies avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

#### **Article 2 : durée de l'autorisation**

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de sa date de signature, et est valable jusqu'au 31 juillet 2024 maximum à compter de cette même date.

#### **Article 3 : présentation de l'arrêté sur réquisition**

Chaque personne visée à l'article premier sera munie d'une copie du présent arrêté qu'elle devra présenter à toute réquisition.

#### **Article 4 : indemnisation des propriétaires**

Les indemnités qui pourraient être dues aux propriétaires et exploitants pour réparer les dommages causés aux immeubles par le personnel chargé des travaux précités seront à la charge de la commune d'Azay-le-Rideau. À défaut d'entente amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

#### **Article 5 : concours du maire**

La maire d'Azay-le-Rideau est invitée à prêter son concours et, au besoin, l'appui de son autorité aux agents communaux, ou à leur mandataire.

#### **Article 6 : publication et affichage**

Cet arrêté sera notifié à la maire d'Azay-le-Rideau. Il procédera immédiatement à l'affichage dudit arrêté aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs et en d'autres endroits apparents et fréquentés du public au moins dix jours avant le commencement des opérations édictées à l'article 1<sup>er</sup>, et pendant toute leur durée.

Il adressera au préfet du département d'Indre-et-Loire (SAIPP/BE) un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera également publié sur le site internet des services de l'État dans le département.

### **Article 7 : délai et voies de recours**

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé au préfet d'Indre-et-Loire (SAIPP – BE), 37 925 Tours Cedex 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, 92 055 Paris-La-Défense Cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 8 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, la maire d'Azay-le-Rideau et le commandant du groupement de gendarmerie nationale d'Indre-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État d'Indre-et-Loire.

Fait à Tours, le **24 juin 2024**

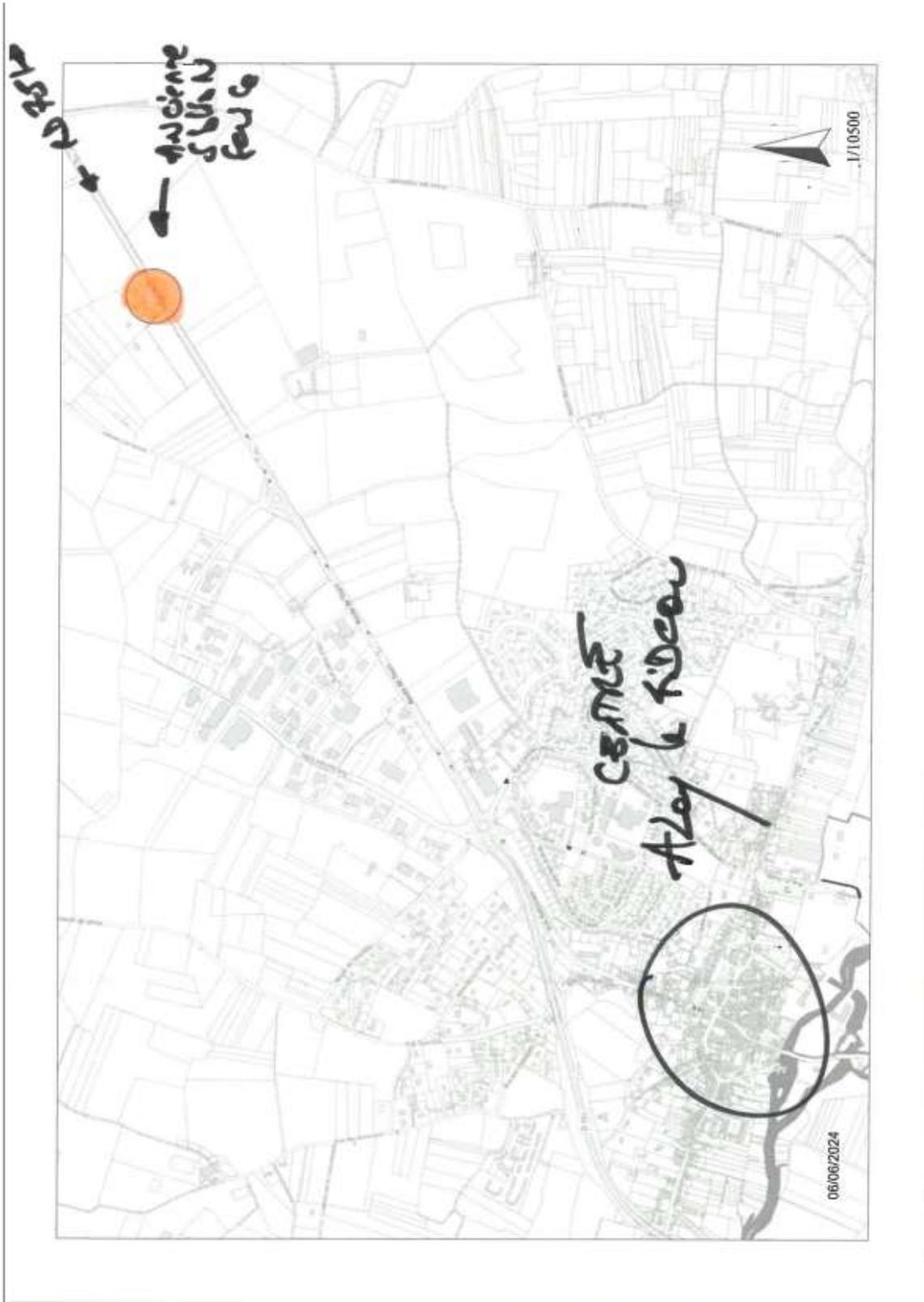
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**[Signé ]**

**Xavier LUQUET**

15, rue Bernard Palissy  
37925 Tours Cedex 9  
Tél. : 02 47 64 37 37  
Mél : [prefecture@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:prefecture@indre-et-loire.gouv.fr)  
[www.indre-et-loire.gouv.fr](http://www.indre-et-loire.gouv.fr)

Annexe à l'arrêté n° SAIPP/BE/24-12



15, rue Bernard Palissy  
37925 Tours Cedex 9  
Tél. : 02 47 64 37 37  
Mél : [prefecture@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:prefecture@indre-et-loire.gouv.fr)  
[www.indre-et-loire.gouv.fr](http://www.indre-et-loire.gouv.fr)